Chill-Québec No: 37 informations

# LE 1°MAI: AVEC OU SANS DERMIS







La vie quotidienne en régime de dictature

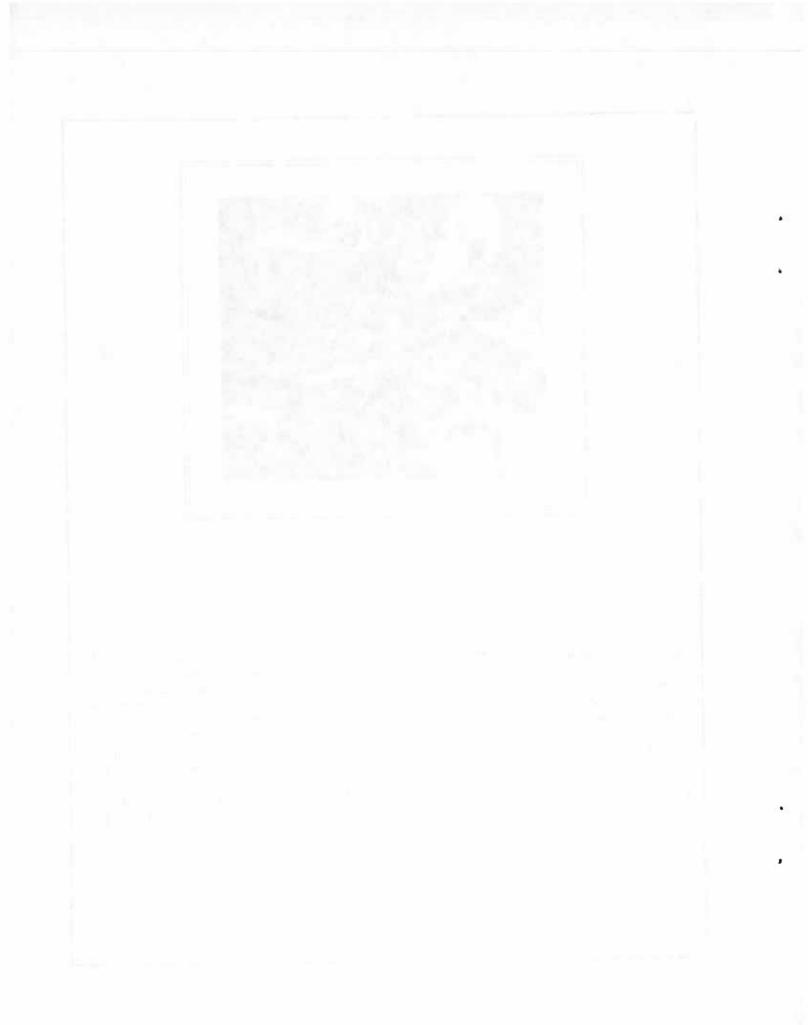
Parrainage: témoignages de Québécois



CLOTARIO BLEST

Clotario Blest, fondateur de la Centrale unique des travailleurs (CUT) en 1953 et actuel président du Comité de défense des droits humains au Chili a été nommé président honoraire de la CUT à l'occasion de l'anniversaire de fondation de celle-ci, le 12 février dernier.

Quant à nous, nous reconnaissons en Clotario Blest, un des plus fidèle et ardent défenseur des intérêts et des aspirations des travailleurs chiliens. Qu'il nous soit permis, à l'occasion du 1er mai, Fête internationale des travailleurs, de lui rendre hommage en lui dédicaçant ce numéro du bulletin Chili-Québec Informations. Le travail du Comité de défense des droits humains au Chili, s'il est indispensable pour les travailleurs chiliens, il l'est aussi pour tous ceux qui, à l'extérieur du Chili, veulent soutenir leur résistance. L'équipe du Comité Québec-Chili invite les militant(e)s solidaires avec la Résistance chilienne à appuyer le comité animé, au Chili, par Clotario Blest.



# TABLE DES MATIERES

8 MARS '79. JOURNEE DES FEMMES	2
LE 1er MAI. AVEC OU SANS PERMIS	2
LONQUEN : DES MORTS QUI S'AGITENT	3
L'AFFAIRE LETELIER REBONDIT	4
LE PLAN DU NOUVEAU MINISTRE DU TRAVAIL	6
LA VIE QUOTIDIENNE EN REGIME DE DICTATURE  Après un exil de 5 ans, comment une Chilienne retrouve son pays. La surveillance, le sous-emploi, le chômage, la prostitution Ce qu'elle a observé dans les magasins, les hôpitaux, les écoles, etc	7
PEROU. DEPUIS LA GREVE GENERALE DE JANVIER  Assassinat d'un dirigeant syndical. La presse progressiste s'oppose à la censure. Une autre grève des mineurs	14
BRESIL. UN MOUVEMENT DE GREVE POUR ACCUEILLIR LE NOUVEAU PRESIDENT 200,000 métallos ouvrent le bal. Grèves dans le secteur public. L'opposition syndicale se renforce	16
COSTA-RICA. L'HYDRO-QUEBEC SE LANCE AU PLAN INTERNATIONAL	17
MAIS, BON DIEU! QUE S'EST-IL PASSE A PUEBLA?	18
PARRAINAGE. TEMOIGNAGE DE QUEBECOIS  Comment envisagent-ils le parrainage? Qu'est-ce que ça signifie pour eux? Quels sont leurs objectifs?	22
A LIRE, A VOIR, A ECOUTER	25
LES ACTIVITES DU COMITE QUEBEC-CHILI	27
PUBLICATIONS DISPONIBLES	30



# 8 MARS 1979 -JOURNEE DES FEMMES

Deux centrales syndicales chiliennes se proposaient de commémorer la Journée internationale des Femmes. En effet, la Coordination nationale syndicale et le Front unitaire des Travailleurs voulaient que cette journée incite à la réflexion sur la vie des femmes, sur leur réalité et leurs aspirations.

La journée arrivée, des centaines de personnes se sont dirigées vers le lieu prévu pour le rassemblement, mais elles en ont été empêchées par des policiers qui avaient entouré le stade et en avaient bloqué les principales voies d'accès. Les manifestants se sont alors dirigés vers le centre de Santiego, en scandant à haute voix "Liberté, Liberté".

Plusieurs accrochages avec la police ont marqué le trajet, l'interrompant de temps en temps, mais les manifestants(es) se sont rendus(es) à leur destination, Place d'Armes, soutenus(es) par la foule nombreuse du centreville de Santiego. Face aux attaques répétées de la police, les manifestants(es) ont dû se réfugier à la cathédrale de Santiego, après quoi ils se sont rendus en file indienne jusqu'à la gare du nord-est. On sait qu'il y a eu de nombreuses arrestations, mais la plupart des détenus(es) ont pu retrouver leur "liberté".

#### LE 1et MAI, AVEC OU SANS PERMIS

Déjà le 27 février, on entendait parler des préparatifs du ler mai. L'Union nationale des travailleurs du Chili (UNTRACH), centrale dont les dirigeants sont nommés par les autorités militaires, lançait un appel conjointement avec la Confédération des travailleurs du cuivre, pour établir les bases d'une large concentration de travailleurs pour célébrer le ler mai. On allait jusqu'à y inviter les autorités, afin qu'elles puissent se rendre compte de la situation des travailleurs (!).

Pourtant, si l'on se fie à une dépêche venant de d'autres centrales syndicales, il semble qu'il ne soit pas si facile d'organiser une manifestation large et populaire, à cause entre autres du climat de répression qui sévit encore au Chili. En effet, au mois de février, malgré une diminution du nombre de détentions politiques, on assistait à une généralisation d'actes arbitraires (détentions d'enfants, homicides par des militaires ivres, meurtres suspects d'opposants au régime) de la part des autorités chiliennes.

Ce qu'il faut ajouter cependant, c'est que des manifestations de résistance éclatent au grand jour régulièrement. Le 7 mars, une bombe explosait au domicile du directeur du journal el Mercurio, dont l'auteur était supposément un *miriste*. Le directeur du Centre des anciens de l'université du Chili voyait les fenêtres de sa maison voler en éclats, suite à l'explosion d'une autre bombe et une troisième enlevait la vie à un militant du MIR qui était en train de l'assembler. On rapporte aussi quelques interceptions d'autobus (dont l'un qui transportait les ouvriers d'une même entreprise). Une fois l'autobus arrêté, le groupe armé y montait et distribuait des tracts incitant les travailleurs à lutter contre leurs salaires trop bas. Une deuxième tentative du même genre a eu lieu dans un autobus public.

Selon le chef des carabiniers à Santiago, Pinochet aurait ordonné qu'on mette fin à cette "escalade terroriste" en augmentant le nombre d'arrestations arbitraires.

Les préparatifs du 1<sup>cr</sup> mai se font donc dans un climat fort mouvementé. Le 21 avril dernier, on apprenait que le gouvernement a formellement interdit la manifestation prévue par diverses organisations syndicales, prétextant que c'était un acte politique inacceptable. En dernière heure, un appel lancé par Clotario Blest demandait à tous les travailleurs de manifester partout où ils le pouvaient, avec ou sans permis... Il se pourrait fort bien que ce 1<sup>cr</sup> mai soit très important.

#### DES FEMMES ENCHAINEES

Le 18 avril dernier, soixante-dix (70) femmes de l'Association des familles de disparus se sont enchaînées par le torse à la barrière de fer qui entoure les édifices du Parlement à Santiago. On remarquait parmi elles, l'épouse de Pablo Neruda. Leur geste symbolique visait à obliger les autorités militaires à fournir des rapports plus complets sur le sort des disparus. Elles ont toutes été arrêtées par les militaires, certaines ont été détenues.

LONQUEN:

DES MORTS QUI S'AGITENT

Dans le dernier Chili-Québec Informations (no 35, mars 1979), on apprenait que 14 des 25 cadavres retrouvés dans un four à chaux de LONQUEN, en décembre dernier avaient été identifiés. Ces individus, tous déclarés disparus par leur famille, avaient fait l'objet depuis 1973 de nombreuses démarches pour les retrouver. Les autorités chiliennes avaient toujours nié savoir quoi que ce soit. Quatre mois plus tard, l'horrible découverte continue à faire les manchettes de plusieurs publications chiliennes, aussi bien des porte-parole de la junte, tels les quotidiens el Mercurio, Tercera, que des brèves nouvelles publiées par la Vicaria de la Solidaridad (organisation de solidarité de l'Eglise chilienne) de Santiago.

Nous connaissons maintenant l'identité de neuf (9) autres cadavres. Il s'agit de Enrique Astudillo Alvarez et ses fils Omar et Ramon, des trois (3) frères Hernandez Flores, de Manuel Navarro Martinez, de Miguel Angel Brandt Bustamante et finalement de Ivan Ordonez Lamas. Tous furent détenus le 7 octobre 1973 par des agents de la police civile, les carabineros, qui avaient également arrêté les membres de la famille Maureira. La plupart étaient travailleurs agricoles et

habitaient la petite ville rurale de Talagante (à 12 km du charnier de LONQUEN). Comme le déclarait la señora Hernandez (\*): "Mon mari, Nelson, avait 34 ans lorsqu'il a été arrêté le 7 octobre 1973... On a arrêté le même jour mon beau-frère Oscar, il avait alors 30 ans. Ils étaient tous deux travailleurs agricoles et ils n'avaient jamais fait de mal à personne. Leur seul péché, si l'on peut appeler cela un péché, c'est que c'étaient des hommes du peuple qui espéraient des jours meilleurs pour la classe paysanne."



Mais que leur est-il arrivé depuis leur arrestation? Depuis combien de temps sont-ils morts? Qui les a tués?... Les témoignages des familles permettent maintenant d'écarter les premières explications farfelues des autorités ("farce" de la gauche pour ternir l'image de la Junte, rendement de compte personnel, ossements originant d'un autre cimetière) et d'en souligner les aspects contradictoires, pour ne pas dire mensongers (ex. : l'ambassadeur du Chili à l'ONU déclarait en 1975 qu'un des Mauriera était déjà inscrit au registre de l'Institut médico-légal).

L'enquête "officielle" se poursuit, mais saurons-nous jamais les dessous de cette histoire? Est-ce seulement possible de croire à l'"impartialité" d'une enquête quand par exemple, les carabiniers qui servent de témoins sont encadrés de toute part par des policiers? Et comme le disait l'un des membres de l'Association des familles de disparus (\*): "Pour nous c'est l'un des nombreux "charniers de la DINA et de Pinochet" et îl doit y en avoir d'autres à travers tout le

pays. Tout ça, c'est un crime et un enterrement planifié par la Junte, et exécuté par les assassins de la DINA. Si ce sont eux qui les ont tués, comment voulez-vous qu'ils fassent justice et qu'ils expliquent tout cela?"

Pour les familles des victimes, l'espoir de les retrouver vivants est à jamais éteint. Finies les humiliations et les vexations. Finies l'angoisse et l'impuissance en pensant qu'ils sont encore détenus, encore torturés. Pour l'Association des familles de disparus, la découverte du charnier de LONQUEN redonne toute son importance à la lutte déjà entreprise... C'est un élément de mobilisation certain. A LON-QUEN, une messe qui a été célébrée s'est transformée en manifestation. Par contrecoup pour la Junte, c'est une situation délicate autant au plan intérieur, qu'extérieur. On apprenait dernièrement que le responsable chargé de mener l'enquête avait même démissionné en déclarant que l'affaire relevait du pouvoir militaire. Ce qui remet en question l'autonomie du pouvoir judiciaire face au pouvoir militaire.

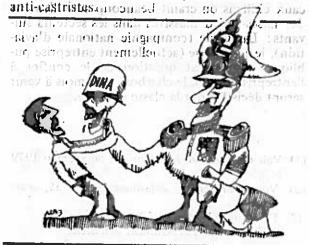


L'AFFAIRE LETELIER REBONDIT...

En plein coeur de Washington, le 21 septembre 1976, Orlando Letelier, ex-ministre des Affaires étrangères et de la Défense du temps de l'Unité populaire, ex-ambassadeur du Chili aux Etats-Unis, de même que son assistante, l'américaine Ronnie Moffitt, étaient tués lorsqu'une bombe explosait dans l'auto où ils se trouvaient... Vous souvenez-vous de cet attentat? Avez-vous suivi le procès qui a débuté à Washington en janvier dernier? C'est

<sup>(\*)</sup> Spécial Amérique latine, nº 2, 1979.

ાયુક્ક કાલકાસ પ્રિયા કે તમામ માત્રા છે છે. તમામ કે માત્રા છે છે છે જો છે કે માત્રા કે માત્રા છે. -bedals branches hearthant cette uffhire ist for impartante! Certails pleten! allient womb quella fete de Pindener était en Jedin Ruppellinsen les phiscipatis faits? surpas sur papier nois irrealisa bien belles of Shike hu coup dilitat de septembre 11973id O thatelieriश्रधार devenu un opposant actif de la Junta in litaire et son travail avait depolits i enzielus dimpaot dant les sphères gouverne-comme ree fub de case polit le G. Arats et B. Leighton. H semble que son assassinbbaie étélplanifié de l'origine date. L'enquête américairo (qui fut donguereti difficile) wen effeterevelen que depuis aontob976, un plantavaitiété mis entiplace, dirigé par le général Contraras (lilors chefisdorlas DINA e connul et capprouvé par ! Pinochet. Mexicution devait on être confider a plusieurs personnes idont Michael Townley (citoyen américhin sétabli du Cliili depuiscplus sieurs années, filsbeurdirecteuride la Compagnie) Ford au Chili mombre du groupe fasciste "Ratricet A bertaniex-agentededa DINA) avec entre autre la collaboration d'exilés cubains



Il a fallu l'arrivée de Carter au pouvoir et sa politique en faveur des "droits de l'homme" pour que l'enquête progresse vraiment. Différents intérêts, dont on ne connaît sûrement pas toutes les facettes, sont ici en jeu. Sous l'administration de Ford et de Kissinger, toute l'affaire est restée étouffée à la demande de plusieurs personnalités. La justice américaine a finalement obtenu que Townley passe en procès aux Etats-Unis. Pinochet l'a livré et Townley, pour sauver sa peau, s'est mis à table, racontant en détails les plans de l'assassinat, accusant formellement trois (3) officiers chiliens, le général Contreras, le général Espinoza et le capitaine Fernandez, tous membres de la DINA. L'acte d'accusation est accablant



de Letelier) (1), le ministère du travail a été contraint de modifisanneillhoireanteaunt ab mirrinos atá Lamprocedure adjax tradition nengaggo de 20. scritembre 1978 subontre les tridis: (3) sofficiers -chiliens n'ampassoneore laboutient bairegidtel américaine a lété thansmisera la Cour Suprêmes chiliennelisdont leuprésident aiplacé un itiétati -d'arrestation? de général Contreras (consigné à son (domicité) tet lest deux (2) fautres officiers; (gardési dans um hôpitul militaire). si Lespracès des janvier, dernjeri s'est donc déroulé sans la; présence des trois (3) "têtes dirigeantes" de Passassinat de Leteliers Townley la cétés condamné à seulement trois (3); ans de prisono tandis que les exécutants cubains ont recu des peines variantide 8 anside prison à perpétuité. Qu'arrivera-t-il des trois (3) officiers chiliens? d'C'est; à la Cour Suprêmorde décidensie oui ou non ils seront extradés et par conséquent\_soumis:à:un:procèsz Si,l'extradition\_est, refusée, les trois: (3) officiers devront: être iugés par un tribunal chilien pour les faits qui leur sont reprochés aux Etats-Unis. Il est fort probable qu'il en soit ainsi. Le général Pinochet a suffisamment été "sali" pour qu'il décide de laver le "reste du linge sale" en famille. D'autant plus, que Contreras, beau-frère et ami de *Pinochet*, aurait déjà laissé entendre, pour se disculper, qu'il n'avait agi que sous les ordres de ce dernier. Beaucoup plus pour se protéger que pour les protéger, la requête d'extradition sera probablement refusée par les autorités chiliennes. Plusieurs ont comparé toute cette affaire au ll'atergate qui a coûté la tête de Nixon. Il n'est pas dit que Pinochet devra subir la plupart des difficultés que cette affaire semblait devoir lui causer il y a un an. Bien des questions sont cependant encore ouvertes quant aux conséquences politiques et diplomatiques de toute cette affaire. C'est un dossier à suivre...

#### Le Plan du nouveau ministre du travail

Conformément à la politique gouvernementale instaurée par la Junte, le ministre du travail devait non seulement assumer des tâches administratives mais aussi procéder à une profonde transformation politique, économique et sociale.

Suite aux pressions exercées par le gouvernement Carter (menaces de boycott, rappels concernant le respect des droits humains, demandes d'extradition des complices de l'assassinat de Letelier) (1), le ministère du travail a été contraint de modifier quelque peu sa politique et a proposé un plan de réforme. Le ministère permettrait la liberté d'affiliation syndicale et l'obligation de payer les cotisations. Ces changements ont été annoncés le 2 janvier dernier. La loi reconnait maintenant formellement la liberté de réunion. Les réunions ne peuvent cependant se tenir que dans des locaux syndicaux, on ne peut y discuter que des sujets très précis et seule la police civile peut accorder le droit de réunion ailleurs qu'au local syndical; les clauses liées à la cotisation sont si compliquées qu'elles sont quasi inopérables. D'ailleurs, moins de deux mois après la parution des décrets-lois, la Junte a déjà manqué à sa parole, s'interposant dans l'établissement de la cotisation d'un syndicat, voulant destituer le président d'un autre syndicat, congédiant quatre dirigeants syndicaux de la mine de cuivre à Chuquicamata et enfin, menant une campagne publicitaire contre le syndicalisme.

L'opposition au plan de réforme n'a pas tardé à se manifester. Certaines centrales, telle l'ANEF (Association Nationale des Employés de la Fiscalité) demandaient le rétablissement pur et simple des droits acquis et ce, prioritairement, dans le domaine des pensions de retraite. D'autres centrales, même celles liées à la Junte, dénonçaient aussi la perte de droits acquis et disaient que les libertés promises étaient "bien belles" sur papier mais irréalisables dans les faits. Etaient aussi dénoncés les congédiements arbitraires. La CISL (Confédération Internationale des Syndicats Libres) (2) disait avoir une copie d'une lettre du ministre du Transport et des Télécommunications destinée au ministre de l'Intérieur indiquant le désir de congédier les dirigeants syndicaux des services publics. Le président de l'ANEF maintenait, pour sa part, que le gouvernement ne pouvait être le maître du destin des travailleurs.

Début mars, il y a eu une tentative d'unifier l'opposition à ce plan de réforme de la part de quatre centrales (3). Ces centrales visent la création d'un Front commun et des actions qui mèneraient à l'abolition de plusieurs décrets-lois qui ont altéré la vie syndicale.

Nous pouvons prévoir d'autres dénonciations et d'autres gestes pour mettre fin à la politique actuelle d'autant que dans les milieux syndicaux chiliens on craint beaucoup actuellement des mises-à-pied massives dans les secteurs suivants: Lan-Chile (compagnie nationale d'aviation), le téléphone (actuellement entreprise publique mais il est question de le confier à l'entreprise privé), le charbon. Les mois à venir seront décisifs pour la classe ouvrière.

- (1) Voir Chili-Québec Informations, no 35, mars 1979 p. 2-5
- (2) Voir Chili-Québec Informations, no 35, mars 1979
- (3) FUT, Front Unitaire des Travailleurs, CNS, Coordination Nationale Syndicale, CEPCH, Confédération des Employés Particuliers du Chili, UNTRACH, Union Nationale des Travailleurs du Chili.

# VIE QUOTIDIENNE

# REGIME DE DICTATURE

- Tu est née au Chili, tu habites au Québec depuis 5 ans et tu es retournée dans ton pays pour un voyage de 3 mois. Quelles sont tes impressions?

- J'avais quitté le Chili en en gardant deux images : celle de l'Unité Populaire puis celle de la terreur, de la dictature, des mitraillettes, des soldats. De plus, d'ici, on idéalise ce que peut être la résistance, en tout cas on espère plus ou moins confusément qu'en retournant au Chili, si on ne voit pas directement la résistance, au moins peut-être pourrons-nous

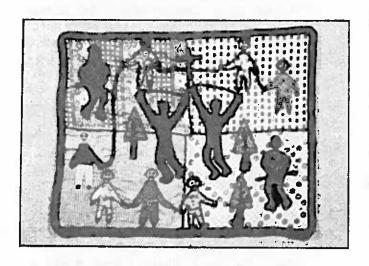
en sentir la présence.

Je suis retournée dans ce pays où je suis née et où j'ai vécu jusqu'à l'age de 29 ans. Mais le pays que j'ai retrouvé n'avait rien à voir avec ce que j'en ai connu tout le temps que j'y ai vécu, rien à voir avec ce que j'y ai vu pendant les quelques mois que j'ai vécu après le coup d'Etat, rien à voir non plus avec tout ce que je m'étais imaginé. J'ai parcouru le pays d'un bout à l'autre pendant 3 mois avec un visa de touriste. Je me suis retrouvée dans un pays presqu'inconnu. Bien sûr, il y a des choses qui ne changent pas : la géographie, certaines places, etc., mais en terme de réalité, même en terme de langage, au niveau des chansons, de la manière de dire les choses, tout a changé. Avant, chacun exprimait ses opinions politiques ouvertement, dans la rue, maintenant personne ne parle, partout, c'est le silence absolu. Une fois, lors d'un voyage dans le nord, une fille nous a dit, alors que les policiers effectuaient une fouille des passagers de l'autobus "oui, oui, il y a beaucoup de surveillance". C'était moins la phrase que la façon

de la dire, rien de plus, c'était dit avec une telle tristesse. Une autre fois, une dame qui avait un petit commerce et à qui j'avais dit que j'avais quitté le pays au début de l'année 1974 m'a dit : "mon mari, ça ne va pas trop bien, il ne vient pas souvent ici, il vient des fois, il travaille un peu avec moi mais il ne peut pas travailler beaucoup, il travaillait à l'université, ils l'ont mis à la porte, maintenant il ne peut pas trop se montrer". Les gens ne parlent qu'à des personnes bien identifiées, dans leur cuisine, mais jamais dans des lieux publics, "on ne peut jamais savoir..." disent les gens, même prudence dans l'éducation des enfants, j'ai vu des amis qui ont des enfants de 4 ou 5 ans, ils évitent de parler de façon péjorative devant eux de la police, des forces armées, de peur que les enfants ne répètent à l'école ou tout simplement en jouant.

Ce qui m'a aussi beaucoup frappé, c'est que maintenant tout est importé. A Iquique en particulier (ville portuaire au nord du pays) il n'y a rien de chilien. Tous les produits de consommation courante: chandails, chemises, pantalons, souliers viennent de Formose, de la Corée du Sud. Il y a aussi quelques produits de Chine Populaire (1). On ne trouve plus rien qui soit produit dans le pays. Même chose à Santiago. L'industrie chilienne du textile a presque disparu. Auparavant, il y avait peu d'importation, encore que ce qui était importé était fréquemment assemblé au Chili, je pense aux appareils électriques, aux automobiles. Maintenant l'industrie nationale est morte. Tout est importé, partout le style des U.S.A..

Les magasins sont remplis de marchandises, Je ne sais pas comment ils arrivent à les vendre. Maintenant, les gens s'endettent beaucoup pour acheter. On peut échanger son argent pour des dollars américains pratiquement à volonté. C'est toute une économie de style américain implantée dans un petit pays sousdéveloppé. J'imagine qu'il en était ainsi du temps de Battista, à Cuba. Il faut aussi dire que tout est cher, c'est plus cher qu'à Montréal. Le gouvernement considère qu'il faut payer les marchandises ce qu'elles valent sur le marché international. Les salaires sont très bas. Un excellent salaire, celui d'un professeur par exemple, c'est environ 9 000 pesos par mois soit environ \$300. La majorité doit gagner environ \$100, par mois. Le pouvoir d'achat a énormément baissé. Les classes moyennes se sont prolétarisées, avant on y observait des tendances ascendantes, maintenant c'est fini.



A côté de cela on peut voir un jeune aviateur qui termine ses études et gagne autant qu'un chercheur à l'université qui a 20 ans d'expérience et autant de scolarité. Le jeune aviateur auquel je pense venait de s'acheter une auto neuve à \$5 000.

Cette situation économique d'ensemble, c'est évidemment le résultat des politiques des conseillers économiques de la Junte qui s'inspirent de L'Ecole de Chicago. Comme on le sait, cette Ecole prône le retour à une sorte de capitalisme sauvage par la compression maximale des salaires, l'alignement sur les marchés internationaux, le libre jeu de la "libre entreprise".

Toute la législation a été chambardée, en particulier tout ce qui concerne le travail. Tout est maintenant régi par décret. Le ministre décide, on applique, il n'y a pas moyen d'être contre. Au moment de mon passage, un décret a supprimé 4 associations de syndicats. Ce qui frappe le plus actuellement, principalement au niveau du travail, c'est l'institutionalisation d'un régime. Le régime est là. Il est fort, il se cherche manitenant une façade légale en tentant de faire un peu moins appel à la force. Ce processus d'institutionalisation contribue à changer quelque peu les règles du jeu au niveau des relations de travail particulièrement. Cependant tout est contrôlé : la radio, les journaux, tout ce qui est information. Il n'y a que la revue Hoy de tendance démocrate chrétienne qui constitue une certaine opposition de même que Mensage, une petite mais influente revue de l'Eglise catholique. On trouve Hoy un peu partout dans les kiosques à journaux, quant à Mensaje on la trouve seulement dans les églises et au Vicariat. C'est une opposition de type humaniste pour la défense des droits démocratiques. Outre les mass-média, les syndicats sont aussi fortement contrôlés. Le gouvernement a mis sur pied une école syndicale pour former des "dirigeants ouvriers". Il y a eu en octobre et en novembre des "élections" pour choisir des dirigeants syndicaux (cf. Bulletin no 34). La Junte a publié le décret no 159 annoncant le 28 octobre 1978 des élections pour le 31 octobre, c'est à dire dans un délai de trois jours. C'était insuffisant pour se préparer. Pour se présenter, il fallait n'avoir aucun casier judiciaire, c'està-dire politique, et n'avoir au cours des dernières dix années ni été membre d'un parti politique ni exercé quelque fonction de délégation ou représentation à quelque niveau que ce soit (syndicat, église, conseil municipal, parlement). Evidemment, ce sont les hommes de la dictature qui ont été "élus".

Au niveau de l'administration publique, la Junte a éliminé un grand nombre de fonctionnaire. Ainsi en 1974, il y avait 34,000 personnes travaillant pour les chemins de fer, maintenant il y en a 17,000. On a procédé ainsi : tous les employés engagés entre 1970 et 1973 ont été mis à la porte, puis les célibataires et les pères de un ou deux enfants. La Junte a pour politique l'autofinancement de tous les services publics : comme partout les services de transport en commun, les services hospitaliers,

etc, ne se financent pas, alors on coupe. Le plus de nombreux services publics ont été rendus à l'entreprise privée. On en arrive à des situations farfelues où il est même question de louer ou de vendre des wagons de trains à des entreprises privées pour qu'elles les exploitent à des fins de transport. Afin d'assurer l'autofinancement des services de santé, on doit maintenant payer pour tous les soins. Ouand on va à l'urgence, il faut maintenant payer tout, absolument tout: transfusions sanguines, etc. Ca conduit à des situations absurdes : dans un pays comme le Chili qui a tellement besoin de médecins, il y a des médecins qui sont en chômage. Comme les gens n'ont pas les moyens de payer, le gouvernement n'engage pas de médecins.

Au niveau scolaire, tous les plans d'étude ont été chambardés. Les conditions de travail sont régies par décret et les directeurs des écoles ont plein pouvoir. Ces directeurs doivent donner une cote à chacun des employés de l'école : A, B, ou C; avec un A c'est correct, un B c'est douteux et un C c'est mauvais. Un employé qui obtient deux fois la note C est mis à la porte sans recours possible. L'assurance-chômage n'existe pas. Il a même été question de rendre payant l'enseignement primaire. Maintenant à l'université, ça coûte environ \$90, pour trois mois ce qui est très cher étant donné le niveau des salaires au Chili.

Il ne faut pas idéaliser le travail politique qui peut se faire là-bas. Ce n'est pas seulement une histoire d'avant-garde... Dans le contexte actuel n'importe quel geste posé, au niveau de son travail ou ailleurs est un geste politique, même si les effets sont bien limités; mais l'oppression est telle que c'est très difficile d'agir.

Beaucoup de gens travaillent dans ce qu'on appelle "l'emploi minimum", c'est à dire dans des emplois d'entretien des lieux publics. Il s'agit de projets pour combattre le chômage. Ca permet de tricher au niveau du taux de chômage officiel. Ca permet aussi de payer ces travailleurs bien moins cher que s'ils étaient permanents. Le salaire est d'environ 800 pesos par mois, soit environ \$25, par mois. Ils sont environ 20,000 à y travailler. C'est un salaire de crève-faim. Ils sont nombreux les Chiliens qui ne mangent pas à leur faim mais ça ne paraît pas. Si on n'a pas d'amis, si on ne va pas fouiller, on ne se rend pas compte.

Un touriste ne voit rien. Les villes n'ont jamais été aussi propres. Les bidonvilles sont cachés derrière de belles clôtures. Les magasins sont remplis. Les gens sont bien habillés parce que si on ne l'est pas on ne peut pas trouver d'emploi. Les gens s'endettent pour avoir un habit décent. Il y a toute la mode, la mode disco, Travolta, les groupes américains viennent, il y en avait un grand nombre au festival de la chanson. On a l'impression d'un grand cirque, ça attire le monde, ça attise le nationalisme : au Chili on a des festivals et des



belles femmes. Il y a une jeunesse très riche qui a un niveau de vie extraordinaire, qui roule en voitures neuves importées. Le régime a enrichi une petite partie de la population aux détriments de la majorité. Les importateurs ont fait fortune de même que les membres des forces armées.

La richesse du pays c'est le cuivre dont le prix a beaucoup monté ces dernières années. D'autre part, la Junte a pratiquement vendu la mer au Japon. En vertu des ententes commerciales, les bateaux-usines japonais viennent dans les ports du centre du pays et prennent tout le poisson. Il ne reste que très peu pour les pécheurs du pays. Ceux-ci n'étant pas compétitifs, ils sont acculés à la misère. Ça illustre bien l'action des capitaux étrangers : richesse pour les étrangers et une minorité privilégiée du pays, misère pour les autres.

Il faut dire que le portrait d'ensemble est assez déprimant. Le taux officiel de chômage serait à 13% mais, en réalité, ce devrait être autour de 30%. Il y a de plus le sous-emploi : des gens qui vendent de petites choses sur la rue, de maisons en maisons. J'en ai vu un qui faisait du porte à porte pour vendre une chemise de nuit, une seule. C'est fréquent, On vend tout ainsi. Beaucoup de gens demandent de l'argent, surtout des femmes et encore plus souvent des petites filles, c'est pour elles une façon détournée de faire de la prostitution. Elles demandent de l'argent et si on offre un peu plus, ça peut aller plus loin; ce sont de petites filles entre 12, 13 et 14 ans. Elles portent parfois leur uniforme scolaire. Sur ma petite rue à Santiago j'en ai vu 6. On peut imaginer combien il y en a dans toute la ville. Ces petites filles viennent pour la plupart des bidonvilles.



- On mange quoi, on vit comment quand on est chômeur ou encore travailleur au salaire minimum?
- On boit du thé avec du sucre, parfois des fèves, du spaghetti, pas plus. L'été, les tomates, le mais, les fruits ne sont pas trop chers. Il doit y avoir un niveau de malnutrition énorme. J'ai parlé avec un médecin qui m'a dit: "Tout ce que tu peux imaginer en terme de recul dans un processus de santé, c'est fait," Les gens ne viennent pas faire de follow-up de leur maladie dans les hopitaux parce qu'ils n'ont pas d'argent. C'est le cas des tuberculeux entre autres. Pour un médecin, voir des malades gratuitement peut être risqué, parmi les médecins, il y a des mouchards. C'est comme partout, il faut se méfier des ses compagnons de travail. Tout le monde m'a dit la même chose, dans les bureaux, etc. Ainsi, là où une amie travaille, il y a eu un nouveau concierge, il était toujours là autour d'eux, il ne faisait rien, il écoutait, il observait, après trois mois il a disparu pour aller continuer ailleurs sans doute. Ce sont des gens qui travaillent pour la Junte. Il y en a plein dans l'administration publique. Ca crée une tension continuelle ; on se sent surveillé tout le temps, au travail, dans la rue, chez-soi. On n'a pas d'information; c'est incroyable la manière dont la Junte la diffuse : celle-ci est systématiquement déformée, ça finit par conditionner le comportement.
- Est-ce que d'autres informations que celles de la Junte arrivent à circuler ?
- Oui, en-dessous de la table, de façon clandestine. Il y a de l'information qui circule soit à l'université soit dans les milieux de travail. C'est fait sur stencils, avec peu de moyens. L'information n'est remise qu'à des gens connus, sûrs. Ca vient surtout des partis ou des groupes politiques, P.C., P.S., D.C., M.I.R. (2). Cette information ne rejoint pas tout le monde, ça ne rejoint pas le monde ordinaire, ça n'arrive pas aux ménagères. Ca rejoint plutôt les gens déjà conscientisés.
- Qu'arrive-t-il de la jeunesse qui a maintenant 16 ou 18 ans et qui en avait 10 ou 12 au moment du coup d'Etat? Ces jeunes grandissent-ils avec les idées du régime?
- C'est la couche de la population la plus apte à être transformée. Dans les familles où soit les parents, soit les frères ou les soeurs ont été emprisonnés ou tués, les jeunes sont

sûrement conscients, mais les autres, comment pourrait-on dire? Je pense qu'ils sont submergés dans une sorte de cirque. Les Festivals, la mode, ça attire la jeunesse. Le régime a fondé le Secrétariat général de la jeunesse. Les dirigeants ne sont pas des jeunes. Le Secrétariat a pour but de susciter l'adhésion des jeunes au régime. Ils organisent des loisirs, des manifestations. Ils font des excursions à la montagne tout en voulant développer le nationalisme fasciste : patrie, drapeaux, rappel des victoires militaires chiliennes passées. Il s'agit de former des supporteurs du régime. Cependant, heureusement ça ne prend pas tellement. Ca rejoint plutôt la jeunesse de la haute-bourgeoisie. Les jeunes prolétaires n'y adhérent pas. Pour eux, le danger, c'est plutôt de tomber dans la délinquance, dans la drogue. Pour les petites filles, c'est la prostitution. Toute l'éducation est conçue pour mouler les jeunes dans le régime. Tous les lundis, dans toutes les écoles du pays, on fait une céremonie patriotique : salut au drapeau, discours. L'enseignement de l'histoire et de la littérature est conçu dans le même sens. Les jeunes qui résistent à cette propagande sont ceux qui ont soit une famille derrière eux, soit une conscience assez forte. Les familles qui ont beaucoup souffert transmettent à leurs enfants une conscience politique, les enfants qui ont grandi avec des parents qui ont disparu, ont été emprisonnés, torturés savent ce qui se passe.

- Y a-t-il des possibilités de changement à court terme? Le régime est-il installé pour longtemps?

- Je pense que c'est installé pour longtemps. Il y a une possibilité de petits changements mais les grands changements dont on rêve, sûrement pas à court terme. De la manière dont le régime est implanté... il est là, il est fort, il est partout. A long terme j'espère que ça changera. Mais ça me fait beaucoup penser à l'Espagne d'après la guerre civile. La possibilité de faire quelque chose est très difficile. C'est un travail à long terme, avec beaucoup de patience. Actuellement, les gens à qui j'ai parlé n'aspirent à rien de plus qu'à un retour à la démocratie bourgeoise. Ils disent que c'est ce pour quoi on doit lutter, qu'ils ne voient pas autre chose. Des gens qui ne sont pas engagés dans les partis politiques disent : "entre un gouvernement de la démocratie bourgeoise et le régime militaire on n'hésite pas. On va recevoir comme un liberateur n'importe quel gouvernement avec une façade démocratique". Je pense qu'un jour la Démocratie chrétienne va revenir au pouvoir mais ce n'est pas pour maintenant. Pinochet a éliminé tout ce qui pouvait le contester.



- Le régime tient-il uniquement par la force et par la peur qu'il inspire? Y a-t-il d'autres couches que la bourgeoisie et les militaires qui appuient le régime? Quels sont les résultats des offensives du régime pour s'assurer une base populaire?

- Le régime n'a pas de base populaire. Ses appuis, il les tire de la haute bourgeoisie, des forces militaires et peut-être de certaines fractions de la moyenne bourgeoisie qui étaient fatiguées de tout le jeu politique. Ces couches, sans être nécessairement partisanes du régime considèrent que c'est le moins pire qui pouvait arriver. Pour ces classes moyennes, la baisse du niveau de vie est considérée comme un moindre mal.

- Et les ménagères?

- La Junte proclame que ce sont les ménagères, que c'est la femme chilienne qui a appelé les militaires pour sauver le Chili, que c'est grâce aux femmes si les militaires ont accompli leur rôle historique. La femme de Pinochet est partout, on la voit constamment à la télévision, dans les journaux, elle visite les

centres des mères, participe à des manifestations de femmes. Je ne sais pas quelle est la portée de cette offensive, j'imagine que beaucoup de femmes rient de cette propagande mais la propagande n'est quand même pas sans effet. J'ai vu de vieilles dames courir avec un drapeau pour voir Pinochet dans une cérémonie à lquique. Elles n'étaient pas très nombreuses mais il y en avait tout de même. Reste que ça ne peut pas être la majorité des femmes. Les prix montent, les familles n'ont pas d'argent et, cela, ce sont les ménagères qui sont les mieux placées pour le voir.

- Es-tu allée au Vicariat?

- J'y suis allée 2 ou 3 fois pour y acheter des choses. Ils font un bon travail, sans eux bien des enfants ne mangeraient pas. C'est le Vicariat qui a mis les cantines populaires pour les enfants. Ils vendent de l'artisanat des femmes de prisonniers et de disparus. La première fois que j'y suis allée il v avait des tapisseries dont les thèmes étaient souvent politiques. Quand j'y suis retournée, toutes les tapisseries à thème politique avaient disparu.

- Tu as entendu parler du charnier de Longuen

au cours de ton séjour?

Selon l'explication qu'on m'a donné, des journalistes étrangers ont été rapidement informés après la découverte du charnier si bien que la Junte n'a pas pu en cacher l'existence. La revue lloy a publié des articles, c'est probablement ce qui était le plus proche de la vérité, mais la revue Hoy est comme je le disais très dispendieuse, elle n'est pas à la portée de toutes les bourses. Les journaux en ont parlé mais comme toujours l'information était conçue pour dévier l'opinion publique. En même temps que les journaux parlaient de Lonquen sur quelques colonnes, il y avait des pages et des pages portant sur le festival de Les déclarations officielles ont la chanson. consisté à dire que cela était lié à l'état de guerre au moment de la libération du pays par la Junte en septembre 1973. Dans une guerre, il y a des morts. Après que l'on ait su que les morts ne remontaient pas à 1973, qu'il s'agissait de disparus d'octobre, novembre, et décembre 1973, il devenait évident que ces victimes n'avaient pas pris les armes. Alors les journaux ont présenté une nouvelle explication. Il s'agissait de personnes qui avaient eu des chicanes personnelles avec la police. Il y avait eu des règlements de compte personnels. Histoire de jalousie. Quant à l'affaire Letelier, l'information a été transmise d'une manière tellement compliquée que personne ne pouvait y comprendre quoi que ce soit. Sur Lonquen de même que sur l'affaire Letelier, de la contre-information a pourtant circulé.

- Sur place, as-tu entendu parler du boycott

que projetait l'A.F.L.C.I.O.?

- Oui, il y a eu beaucoup de propagande là-dessus. La Junte a organisé une grosse manifestation pour protester contre le boycott. Le travail a cessé plus tôt dans les usines, dans les bureaux, dans l'administration publique. Il fallait partir de son lieu de travail pour se rendre à la manifestation. Une bonne partie des gens qui sont allés à la manifestation n'avaient pas le choix. Les gens à qui j'ai parlé du boycott étaient d'accord avec ce moyen de pression même si à court terme ça devait empirer leur situation.

- Qu'en est-il de la résistance?

- Outre l'information clandestine, le refus des Chiliens, dans leur grande majorité, d'adhérer aux organisations de la Junte pour la jeunesse, pour les syndicats, etc, indique une résistance. Il y a aussi, à l'occasion, du sabotage, mais on ne sait jamais s'il s'agit de la Résistance ou s'il s'agit au contraire d'actes de provocation de la part de la Junte. Il n'y a pas de résistance armée, ni de véritable guérilla. Il faut dire que le pays est, militairement, facile à quadriller. Il y a à l'occasion des manifestations regroupant très peu de personnes. Ce sont des marches silencieuses. Ca se fait sans permis ou encore avec un permis obtenu à la dernière minute. Il y en a eu une à Santiago du temps où j'y étais. Les journaux en parlent rarement et s'ils le font, c'est d'une manière péjorative. Dans les conditions actuelles de répression, il faut être très courageux pour aller manifester. Au niveau des bidonvilles, j'imagine que la résistance doit être plus efficace. Il faut dire que trois mois c'est rapide et que la résistance ne peut être actuellement que clandestine. Ce que je puis dire, c'est que la résistance ne se voit pas, qu'elle ne saute pas aux yeux du visiteur, bien au contraire. On ne voit pas souvent le symbole de la résistance, pourtant je le guettais partout. Il faut aussi préciser que j'ai fréquenté finalement le plus souvent un milieu proche de la petite-bourgeoisie et que si la résistance a la force qu'on lui prête, elle doit être plus développée dans les milieux populaires.

- Quelles sont tes impressions à ton retour à Montreal?
- Mon voyage m'a permis de ne plus me river à un Chili mythique qui n'existe nulle part. Dai vu une réalité que je ne connaissais pas, Cinq ans d'absence dans un processus historique, c'est énorme. Il y a un décalage énorme entre ce que nous imaginons ici comme réfugiés chiliens et le Chili actuel. Je ne veux pas donner une vision pessimiste des faits mais je ne pense pas qu'un changement radical soit possible dans un avenir prochain. Je trouve cependant qu'il demeure essentiel d'avoir à l'étranger le support des gens conscients. L'appui de l'étranger, que ce soit de Suède, d'Allemagne, de France, du Québec, a permis de nombreuses libérations. Toutes les actions concretres contre la Junte comme le boycott du raison ou des vins chiliens sont de la plus haute importance, il faut que ça continue, L'appui international a pour effet d'imposer à tout le moins certaines limites à la dictature. Mon voyage m'a aussi permis de me rendre compte de mes attaches au Québec, j'étais contente de revenir. Sans nier ses origines,

il faut tout de même s'intéresser à ce qui se passe ici. Nombreux sont les Chiliens qui pensent que ce pays n'a pas d'histoire, qui restent dans un ghetto. Ce pays-ci a aussi son passé, ses luttes et ses raisons de lutter.

<sup>1.</sup> Certains magasins vendent exclusivement des produits venant de Chine populaire. Il ne s'agit pas que de produits essentiels : il y a des jeux de cartes, de la pacotille. Soit dit en passant, les relations entre le Chili et la Chine populaire sont assez bonnes. Il y a des inaugurations où l'ambassadeur chinois fait l'éloge de la Junte, il dit entre autres que les deux pays luttent contre l'impérialisme soviétique. Ici à Montréal, on me disait que ce n'était pas vrai. Pourtant les relations existent, le Chili fait des emprunts en Chine, il y a des produits chinois qui n'ont rien d'essentiel sur le marché chilien, ça, je l'ai vu.

<sup>2.</sup> El Rebelde, 1979, reproduit trois de ces textes : el Popular, édité par les travailleurs des moyens de communication de masse, el Combatiente, de la gauche chrétienne, et el Proletario d'un cordon industriel.

# PEROU

# Depuis la grève générale de janvier.

#### ASSASSINAT D'UN DIRIGEANT SYNDICAL

La police secrète péruvienne regrette probablement aujourd'hui d'avoir assassiné Abel Gallirgos, dirigeant syndical des enseignants, le 28 février dernier. La mort de l'ex-secrétaire général du SUTEP (Syndicat uni des travailleurs de l'éducation du Pérou) a en effet agi comme un détonateur sur le mouvement syndical qui, depuis l'échec de la grève nationale de janvier dernier, et l'imposition des mesures de guerre par le gouvernement, s'était quelque peu replié.

Le gouvernement avait ordonné à la presse le silence le plus complet sur la mort de Gallirgos. Mais la réputation du dirigeant syndical ainsi que le caractère odieux de son assassinat eurent tôt fait de favoriser la propagation de la nouvelle, surtout parmi les 120,000 enseignants membres du SUTEP. Le SUTEP, analogue à la CEQ d'ici, regroupe 90% des enseignants de l'élémentaire, du secondaire et du technique au Pérou.

Le 28 février, la police pénétrait violemment dans les bureaux du SUTEP, ainsi que dans les locaux de la coopérative de crédit des enseignants dont Gallirgos était président. Après un bref affrontement, des agents de la police tuèrent Gallirgos et le jetèrent par une fenêtre du 4e étage, dans une vaine tentative de faire passer leur crime pour un accident.

Gallirgos était secrétaire général de son syndicat dans la région de Lima, la capitale du Pérou. Il était un des fondateurs du SUTEP, en 1972. Suite à la première grève importante du SUTEP en 1973, il fut emprisonné à EL Sepa,

sorte de camp de concentration situé en pleine Amazonie. Il fut déporté au Panama en 1975. Depuis son retour au Pérou, il était aussi un important dirigeant politique de la gauche péruvienne.

## LA PRESSE PROGRESSISTE S'OPPOSE A LA CENSURE

Depuis quelque temps, le gouvernement péruvien procède régulièrement à la fermeture des publications progressistes (revues, journaux...) Celles-ci d'ordinaire reparaissent quelques semaines après, sous un nouveau nom. Les directeurs et éditeurs d'hebdomadaires de gauche sont devenus experts à ce jeu.

C'est ainsi que le 5 mars dernier, on trouvait dans les kiosques à journaux de Lima, la première édition de la revue LA CALLE, produite par l'équipe de MARKA, revue qui, elle, avait été fermée par ordre gouvernemental, en janvier.

L'article-choc de ce premier numéro de LA CALLE consistait dans le récit d'un témoin visuel du meurtre d'Abel Gallirgos par la police secrète péruvienne... Dès le début de l'aprèsmidi, la police avait confisqué tous les exemplaires non encore vendus de LA CALLE et effectué une descente dans l'imprimerie d'où sortait la revue.

Quatre directeurs de revues commençaient le 19 mars une grève de la faim dans la cathédrale de Lima, en guise de protestation contre la suppression de la presse indépendante. Le jour suivant, les chefs ecclésiastiques autorisaient une soixantaine d'agents de la police à entrer dans l'église pour procéder à l'arrestation des grévistes. Ceux-ci furent conduits à la prison, d'où ils furent relâchés dès le lendemain.

# UNE AUTRE GREVE DES MINEURS

Le gouvernement du Pérou mettait violemment fin, le 29 mars, à la grève déclenchée par les mineurs du cuivre deux semaines plus tôt. La revendication principale des grévistes portait sur les salaires qui ont diminué rapidement (en termes réels) pour tous les travailleurs péruviens depuis 1977, alors que le gouvernement lançait son programme d'austérité. En deux ans, le pouvoir d'achat des travailleurs est tombé de plus de 25 %.

Environ 8,000 mineurs, employés de la SOUTHERN PERU COPPER Co., une entreprise américaine, étaient en grève. Dès le début de l'arrêt de travail, l'armée a occupé les zones minières. Finalement, le gouvernement est intervenu en procédant à l'arrestation de plus de 100 dirigeants syndicaux et en autorisant l'entreprise à en congédier plusieurs autres. Les grévistes sont retournés au travail. Mais les mineurs qui déjà en août et septembre derniers avaient débrayé pendant un mois n'ont pas dit leur dernier mot.



# **BRESIL**:

# Un mouvement de grève pour accueillir le nouveau président.

Le Brésil a un nouveau président, le général Figueiredo. Celui-ci s'est présenté comme le président de l'"ouverture", de la libéralisation dans ce pays où les militaires gouvernent "avec des dents" depuis 1964.

#### 200,000 METALLOS OUVRENT LE BAL...

Pourtant en mars, le premier geste officiel du nouveau président a été de déclarer illégale la grève déclenchée par 180,000 métallos dans la zone industrielle de Sao Paolo, la plus grande ville du pays. Les grévistes réclamaient une hausse de salaire de 77%, un salaire minimum de \$200 par mois et la reconnaissance par la partie patronale des délégués syndicaux choisis par la base (au Brésil, dans le cadre du syndicalisme officiel contrôlé par le gouvernement, les délégués syndicaux sont nommés et entérinés par les instances gouvernementales elles-mêmes, le ministère du Travail).

Les patrons comme le gouvernement se préparaient à cette grève depuis des mois. Les premiers avaient accumulé des stocks. Ils avaient mis sur pied un Comité formé de 25 associations patronales et chargé d'élaborer une stratégie face à la grève. Suite aux recommandations de ce Comité, ils se disaient prêts à faire des concessions sur les salaires mais se montraient intransigeants sur la reconnaissance des délégués syndicaux. Les congédiements des militants syndicaux les plus actifs ont été nombreux depuis que l'Opposition syndicale brésilienne en particulier a réussi à relancer l'activité syndicale autonome au Brésil.

Quant au gouvernement, il avait tiré sa leçon de la grève des métallos et des travailleurs de l'automobile (juin 1978), la première en 10 ans. Le lendemain du décret présidentiel déclarant la grève illégale, la police procédait à l'arrestation de 100 dirigeants syndicaux.

#### **GREVES DANS LE SECTEUR PUBLIC**

Pourtant, le mouvement de grève a largement débordé la capacité d'affrontement du gouvernement. Les métallos sont un cas. Mais quelques semaines auparavant, de nombreuses grèves avaient éclaté dans le secteur public, où elles sont pourtant illégales. Les professeurs de Rio-de-Janeiro, pour obtenir une hausse de salaire, ont fermé les écoles, mettant ainsi un million d'enfants en... vacances. Les éboueurs, quant à eux, se gagnaient une augmentation salariale de plus de 100%. Des chauffeurs d'autobus ont débrayé à Rio et dans plusieurs autres villes.

L'élément principal de la stratégie du gouvernement a été d'isoler les syndicats les plus combatifs du reste des métallos de l'Etat de Sao Paolo. En fait, il y a réussi en bonne partie grâce à la collaboration d'un dirigeant de la Fédération des métallos de Sao Paolo, un des



Jénéral **F**igueiredo

représentants les plus typiques du syndicalisme "officiel" ("jaune") brésilien. Les syndicats de l'Opposition syndicale ont rompu avec la Fédération lorsqu'ils se sont aperçus que celle-ci alfait accepter une augmentation salariale et laisser tomber toute revendication concernant le salaire minimum et la reconnaissance des délégués syndicaux de base.

#### L'OPPOSITION SYNDICALE SE RENFORCE

La force de l'Opposition syndicale est croissante au Brésil. Déjà, depuis un an, le panorama des luttes ouvrières dans ce pays, si durement réprimées depuis 15 ans, s'est transformé à un point qu'on ne pouvait espérer alors.

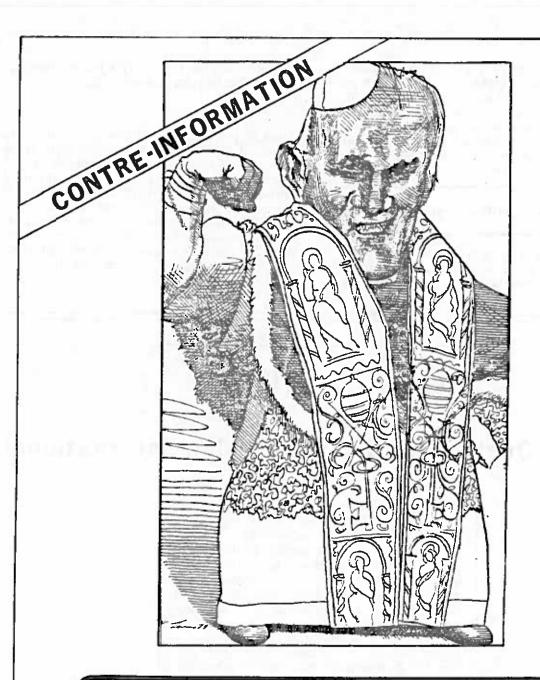
Aussi le président Figueiredo est-il dans l'eau chaude. Entre la poursuite de la politique traditionnelle de répression des travailleurs et l'effort pour se gagner au contraire l'appui de ceux-ci à travers une politique plus libérale, il hésite. Son premier décret porte la marque de cette hésitation : celui-ci ordonnait en effet aux tribunaux de "procéder contre les grévistes"... mais "en tenant compte du mouvement de plus grande ouverture politique qui s'amorce dans le pays."

# COSTA-RICA:

# L'Hydro-Quebec se lance au plan international.

Créée en décembre 1978, la nouvelle société d'État du gouvernement québécois. HY-DRO-QUEBEC INTERNATIONALE, vient de décrocher son premier contrat outre-frontières. Ce contrat, équivalent à la moitié de celui de la baie James, a été signé avec le Costa Rica. Ce pays d'Amérique centrale réalisera d'ici 1983, deux importants projets hydro-électriques: le projet El Arenal, d'une capacité de 174 MV au coût de \$115 millions et le projet Boruca d'une capacité de 760 MV, dont 85% alimentera une aluminerie qui devrait fonctionner vers 1986.

Avec une délégation québécoise récemment inaugurée au Vénézuela, quel pays (ou quel dictateur?) l'Hydro-Québec choisira-t-elle comme prochain partenaire? car les pays d'Amérique centrale dans leur ensemble, présentent les deux caractéristiques suivantes en commun: ils ont des projets hydro-électriques d'envergure à réaliser... et leurs peuples sont présentement baillonnés par des dictatures féroces.



mais, bon dieu, que s'est·il passé apuebla?

#### Contre-information

Le dernier numéro de Chili-Québec Informations vous présentait sur la conférence de Puebla une interview instructive avec Carl Lévesque. Ce mois-ci, nous voulons souligner en quelques mots combien cet évènement fut révélateur au sujet de ce qu'on appelle "l'information".

\_Une foire rituelle et sa vedette. -

Une chose saute aux yeux, c'est l'effort matériel qui a été consacré à nous informer sur l'évènement Puebla. Grandes équipes de reportage des réseaux de télévision et de radio, multitude de journalistes dépeches sur place, commentateurs en studio, savants analystes dans les journaux: tout le cirque journalistique y était. Grand luxe aussi de temps d'antenne pour tout nous apprendre, de la garde-robe papale à la circulation à Mexico. Encore plus de renseignements dans des dizaines de pages de journaux et de magazines. Ce n'était pas autant que pour les Olympiques, mais c'était au moins autant que pour la coupe Grey et la coupe Stanley à la fois.

Le premier effet de tout ça fut de placer la charrue devant les bocufs. Que faisait le pape au Mexique? Il était venu ouvrir la conférence des évêques d'Amérique latine, conférence qui a lieu à tous les dix ans et qui se tenait cette fois à Puebla, près de Mexico. Mais le grand objet des reportages ne fut pas la conférence; ce furent les déplacements et les discours du

pape lui-même.

Ainsi, dans cette grande foire, on s'occupe d'abord de substituer les faits et gestes d'une "personnalité".. au travail (politique) d'une institution religieuse - travail qui était censé constituer l'occasion de la foire. Ceci étant fait, les grandes idées sur lesquelles on nous "informera" sont connues d'avance: soucis spirituels, pauvreté, grand amour de l'Homme, difficile équilibre entre les tendances, tensions du monde moderne, condamnation de la violence, et le reste.

Ce n'est donc pas seulement par le faste matériel de "l'information" que Puebla ressemblait à un super-spectacle sportif; c'est aussi par la conformité de l'information à un stéréotype fixé à l'avance. Les commentateurs "progressistes" disaient vrai quand ils notaient que les journalistes ne rapportaient des discours de Jean- Paul II que ce qu'ils en attendaient. Mais

cela même est un phénomène secondaire. La foire s'attachait aux discours du pape, plutôt qu'aux tractations de la conférence, parce que le pape est un personnage déjà tout monté dans l'opinion publique et dont on sait d'avance

comment "rapporter" la pensée.

En somme, les journalistes n'ont pas plus à lire entre les lignes des sermons de Jean-Paul II qu'à deviner les opinions politiques de Guy Lafleur. Et il serait aussi saugrenu pour eux de nous instruire sur le financement de la conférence par le parti démocrate-chrétien (de droite) ouestallemand que de nous instruire, lors de la coupe Stanley, sur la source de la fortune des propriétaires des Red Wings de Détroit.

Au fond, "l'évenement" Puebla, c'est comme la coupe Stanley, un rituel où l'auditoire est content de se faire raconter par un grand cirque journalistique ce à quoi il s'attend déjà. C'est comme les autres divertissements à la TV, mais en plus cher. Il y a quand même des différences. La coupe Stanley est elle-même un rituel, ce n'est pas un évenement politique. Son traitement super-coupe-Stanley l'a recouvert d'une foire "apolitique", l'a dépolitisé.

-L'Evangile laïc et la réalité politique.—

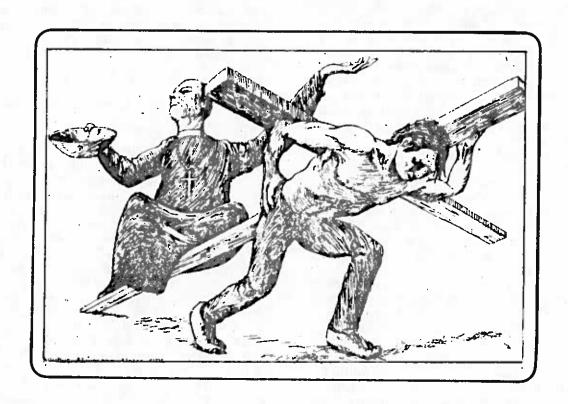
Avec Puebla, on aurait pu pour une fois porter à l'attention du grand public un débat politique important pour l'évolution des luttes populaires en Amérique latine. Mais c'est le contraire qui s'est passé. On a détoumé l'attention du public sur une foire qu'on aurait aussi bien pu faire pour la visite de Margaret Trudeau à Londres ou du prince Charles à Vancouver. Une foire qui est toute montée d'avance pour le voyage de n'importe quel pape n'importe où.

Mais ça ne s'arrête pas là. On n'a pas que dépolitiser Puebla, comme on dépolitise la lutte des noirs dans "l'Homme de fer" ou les luttes populaires dans "le clan Beaulieu". Comme dans ces télé-romans, on a re-politisé Puebla de la façon la plus fausse: l'histoire est faite par des individus, et les individus sont déterminés par leurs idées; la lutte est en soi un désordre et une anomalie, et ceux qui la provoquent sont méchants ou malpensants - qui pourrait être "contre le pape"? Au point de vue du contenu, les nouvelles, et encore plus les super-nouvelles (foires), ressemblent plus aux télé-romans qu'aux spectacles sportifs: se sont toujours des sermons sur notre évangile la c, celui du capitalisme tranquille. Si les gens sont si mal informés, c'est qu'ils sont si bien informés.

Voyons un peu ce qu'il aurait fallu dire sur Puebla. Il aurait fallu dire, d'abord, qu'à la dernière conférence, à Medellin, le sentiment de gauche dans l'Eglise latino-américaine avait gagné un élan, parce qu'il était parvenu à dominer dans les débats. L'époque était favorable. La masse de la hiérarchie catholique (qui n'est pas du tout à gauche) hésitait devant l'évolution de la situation politique.

Depuis, cette situation s'est "assainie", l'impérialisme américain s'étant raffermi sur ses arrières après avoir abandonné son combat en Indochine. Conséquemment, l'Eglise officielle a pu freiner l'élan du sentiment de gauche, aujourd'hui nommé "théologie de la libération" par les journalistes. De plus, les dictatures au Brésil, au Chili, en Bolivie, en Argentine et ailleurs se sont avérées trop stables pour que l'Eglise tire profit de la politique de distance qu'elle avait adoptée il y a quelques années. Aussi fait-elle marche arrière. Au Chili, par exemple, la hiérarchie cherche, depuis un an, à forcer les mouvements d'opposition "modérée", qu'elle avait laissé encourager par ses organismes, tel le mouvement des familles de disparus, à adopter une attitude de calme et de conciliation vis-à-vis des autorités politiques.

Donc, ce qui se transigeait à Puebla c'était, d'un côté, le droit pour la gauche de continuer à respirer et à travailler et, de l'autre côté, le besoin pour l'appareil catholique de continuer à passer pour "lié aux aspirations populaires", ainsi que la crainte des prélats de droite d'être ouvertement dénoncés par l'ensemble des prêtres et laïcs de gauche, dans une situation de schisme.



— La Récupération et la lutte-

Ce qui se jouait à Puebla est quelque chose qui s'est joué très souvent dans l'Eglise. En Amérique latine, particulièrement sous les dictatures, le catholicisme devient facilement un canal pour exprimer la conscience et la volonté de lutte des classes dominées, contre leur statut de non-citoyens, contre la culture bourgeoise ou impérialiste, contre le gaspillage des riches ou des gouvernements, contre l'exploitation économique et l'oppression politique. Ailleurs aussi, le catholicisme vit souvent de cette façon: en servant d'idéologie dominée. Le travail de l'Eglise est alors de se servir de son rôle de canal pour détourner et récupérer la conscience des classes dominées. Elle est donc politiquement condamnée à jouer un jeu d'équilibre,

comme à Puebla, entre l'ouverture et la récupération, les deux étant nécessaires, à long terme, pour que l'Eglise soit utile aux classes dominantes, et donc qu'elle survive.

Du temps où le Québec était une province catholique, ce jeu se jouait directement sous nos yeux. Vous souvenez-vous de la grève de l'amiante, ou de la création des Syndicats catholiques? Mais aujourd'hui notre catholicisme est presque folklorique. Pour nos média, en tout cas, il n'est guère plus que l'occasion de foires et de divertissements-sous-forme-de-nou-

velles. Quand ce n'est pas l'occasion de divertissements tout court, à la Zeffirelli (Jésus de Nazareth). L'occasion de sermon, mais sur l'évangile laïc.

En nous séparant du catholicisme, nous avons libéré le terrain pour la formation d'organisations idéologiques propres aux travailleurs québécois. Mais nous avons aussi libéré le terrain pour une récupération plus directe et moins ambigüe des frustrations et des révoltes des travailleurs. Récupération par "l'information"-Puebla, par les petits rêves "Beaulieu", par l'évasion Loto-Québec. Voilà les forces en jeu dans notre lutte idéologique.

# PARRAINAGE: témoignages de Québécois J

Nous publions ce mois-ci les témoignages de deux jeunes québécois et d'un organisme (A.D.D.S.-Mercier) parrainant des prisonniers politiques et des familles d'un quartier populaire de Santiego au Chili.

Ils vous feront peut-être prendre conscience de l'importance de chacun des gestes qu'il est possible de poser pour manifester sa solidarité. Un de ces gestes peut être le parrainage.

# **CAMARADES QUEBECOIS**

Q.Comment avez-vous commencé à parrainer un prisonnier politique au Chili?

Y.S. Lors d'une soirée de solidarité avec le peuple chilien, on nous avait proposé le parrainage et nous étions intéressés à exprimer notre solidarité d'une façon plus concrète. Nous avons donc décidé d'opter pour cette forme de solidarité.

Q. Comment avez-vous pris contact avec ces prisonniers?

L.R. nous avons eu une première rencontre avec les organisations responsables du parrainage qui nous ont fourni les renseignements dont nous avions besoin pour établir un premier contact. Ensuite nous avons écrit une lettre aux prisonniers que nous voulions parrainer. Cette lettre était écrite en des termes assez neutres au cas où elle serait ouverte par les autorités chiliennes.

Y.S. On leur disait qu'on voulait connaître leur situation, qu'on avait su qu'ils étaient en prison par des amis chiliens qui les connaissaient et on leur offrait notre aide matérielle et morale.

Q.Ils vous ont répondu en quels termes?

L.R. Moi j'ai reçu une lettre qui montrait un certain scepticisme. Mon correspondant n'avait pas tellement confiance, il demandait plus de détails, des explications sur les raisons pour lesquelles je voulais prendre contact avec lui. Y.S. Moi par contre, j'ai reçu une lettre très militante, et très détaillée sur leur situation en prison, et même sur leur expérience de lutte. Mon correspondant me demandait en même temps plus d'information sur le Québec.

L.R. Moi, il m'a demandé plus d'information sur les mouvements politiques d'ici.

Q. Comment envisagez-vous le parrainage, qu'est-ce que ça signifie pour vous? —

Y.S. Moi j'envisage le parrainage à deux niveaux. A un premier niveau, comme un geste de solidarité bien concret: c'est pour moi un premier geste vers une solidarité vraiment militante. Je pense qu'il faut comprendre ce geste non pas comme un geste de charité, ou du genre "envoyer vos dons à ...", mais comme un geste politique qui suppose un engagement politique. Il me semble que beaucoup

de personnes qui se considèrent de gauche devraient poser un geste semblable. A un deuxième niveau, je conçois ça comme un échange entre deux personnes qui vivent deux expériences de lutte différentes.

Par exemple, on a déjà échange sur la question

nationale et le marxisme...

L.R. Moi cet échange m'ouvre les yeux à toute une réalité qui est nouvelle pour moi. Ca me sensibilise aux problèmes des prisonniers politiques en général et à ceux de l'Amérique latine en particulier. Cette correspondance prend un sens complètement différent de la "correspondance de jeunesse". Comme disait Yves tout à l'heure, c'est un échange beaucoup plus politique, qui entretient en même temps notre engagement.

Q.Comment voyez-vous cet engagement et votre échange avec les prisonniers politiques dans l'avenir?

Y.S. Si un jour ils sont libérés, on a l'intention de leur offrir un certain support matériel. En même temps je me propose de suivre de près la lutte du peuple chilien. D'ailleurs, on a pu se rendre compte grâce à ce qu'ils nous racontaient que malgré l'image du Chili qui nous vient des journaux d'ici, le peuple chilien n'est pas complètement écrasé, qu'il y a des luttes importantes qui se mènent là-bas. Il y a eu des grêves, des mouvements de protestation, etc.

L.R. Moi je considère qu'il sera important de faire circuler les informations reçues. En même temps il s'agira de convaincre d'autres personnes de s'engager dans cette forme de solidarité. Il y a beaucoup de personnes et d'organismes au Chili qui ont besoin d'un appui matériel et moral et c'est une expérience très impliquante pour quelqu'un d'ici qui se sent solidaire avec le Chili.

Y.S. Et moi je crois qu'on peut plus facilement convaincre d'autres personnes de le faire

du moment qu'on le fait soi-même.

Il faudrait que puissent se rencontrer tous ceux qui parrainent quelqu'un au Chili, de façon à échanger les expériences et, d'une certaine façon, à se soutenir mutuellement. Il faut comprendre que par moments il faut vraiment y croire pour se convaincre que ce qu'on fait a de la valeur. Il arrive à l'occasion que les réactions de notre entourage ne soient pas des plus encourageantes. Tu rencontres du monde qui te dit que l'argent ne se rendra pas, que tu vas te faire surveiller par la police, etc. Mais d'un autre côté, il y a du monde qui réagit très positivement; quand tu leur parles de la situation là-bas, ils découvrent toute une nouvelle réalité, ils se rendent compte qu'on

peut faire quelque chose de concret pour manifester sa solidarité avec ce peuple.

L.R. Je crois aussi que tous ceux qui parrainent doivent se rencontrer pour fixer des objectifs à court et à moyen terme. Pourquoi ne pas développer aussi des parrainages collectits avec des groupes populaires ou des groupes qui travaillent pour la défense des droits du peuple au Chili?

## A.D.D.S. - MERCIER

Q. Vous parrainez des familles des quartiers populaires de Santiago depuis déjà 2 ans. Quels étaient vos objectifs quand vous avez commencé?

A.D.D.S. Disons qu'au départ il y avait un intéret marqué pour ce qui se passait au Chili. Quand nous avons décidé de parrainer ces familles, un de nos objectifs était de passer des paroles aux actes. De ne pas en rester aux belles déclarations. Ensuite, le fait qu'on communique directement avec les gens qu'on parraine, a fait passer notre solidarité de la tête au coeur et puis on voulait avoir une connaissance humaine de ce qui se passait là-bas. La connaissance humaine sensibilise mieux les gens d'ici. On voulait en savoir plus long sur leur lutte et leur raconter nos propres expériences de lutte. Ca nous permet aussi de mieux connaître le peuple chilien. Un autre de nos objectifs est d'élargir notre culture, en partie en apprenant l'espagnol pour pouvoir mieux communiquer avec eux.

Un autre objectif qu'on trouve primordial est de participer aux activités des chiliens d'ici et de les faire participer aux nôtres pour briser leur isolement. Nous, de notre côté, on a pu apprendre de leur expérience de lutte, de leur

perspective socialiste.

Notre objectif est d'élargir notre réseau de militants tout en faisant un effort de sensibilisation aux problèmes de l'Amérique latine; le parrainage est un bon moyen de sensibilisation.

 Par exemple, on a déjà vendu de l'artisanat pour envoyer l'argent directement au Chili.

On a vendu 150 pièces d'artisanat en une soirée, ici, entre les gens du quartier! Faut dire que les gens du quartier sont pour la plupart des petits salariés et des assistés sociaux. C'est de la solidarité entre des gens qui subissent une exploitation semblable.

A part ça on continue à envoyer des paquets de linge. Il y a deux semaines, on a envoyé le dernier. On se donne comme objectif d'envoyer quatre paquets de linge par année. Il faut dire que le linge qu'on envoie est du linge qu'on porterait nous-mêmes. C'est pas du vieux linge dont on ne veut plus. Nous parta-

geons en quelque sorte avec eux.

Ce qui est encourageant c'est qu'on a toujours reçu une réponse à nos envois. Ils nous expliquent comment ils partagent ce qu'ils recoivent entre les gens du quartier. Ils nous expliquent aussi les difficultés qu'ils ont à retirer les envois afin qu'on s'organise ici en conséquence. Dernièrement, on a aussi envoyé une cassette par un camarade qui allait au Chili. Ils nous ont fait parvenir une cassette à leur tour en nous signalant l'importance du parrainage pour eux. Ils nous donnent aussi des renseignements sur ce qui se passe chez-eux.

Q. Sous quelles autres formes avez-vous développé votre solidarité?

Nous avons déjà envoyé des télégrammes d'appui à leurs luttes. Nous avons participé à la grève de la faim de l'année dernière. Nous intégrons maintenant les jeunes au parrainage et c'est extraordinaire de voir comment ils embarquent. Dans le groupe des jeunes, il y a aussi deux jeunes Chiliens. De plus nous organisons pour bientôt une semaine de solidarité internationale. Nous avons aussi créé un comité de solidarité permanent.

Q. Comment voyez-vous votre engagement avec le peuple chilien à l'avenir? Nous prévoyons prendre contact bientot avec une organisation populaire pour qu'elle nous envoie de l'artisanat qu'on vendrait ici. Quant à nous, nous leur enverrions de la laine, des aiguilles, du fils, etc. Ce sont des choses qu'on peut toujours ramasser parmi nous et pour eux là-bas c'est important, d'autant que ce n'est pas toujours possible pour nous d'envoyer de l'argent. Nous continuons de ramasser du linge, ça devient même, une préocupation quotidienne. Enfin, on continue à vivre des expériences de lutte avec les Chiliens d'ici et on voudrait qu'ils participent à nos luttes à nous, à nos organisations populaires.

# fl LIRE fl VOIR fl ECOUTER

# A LIRE

Le Chili d'Allende, témoignages de la vie quotidienne, Ed. Coopératives Albert St-Martin, 1978, 291 pp. A des Chiliens qui vivent maintenant au Québec on a posé la question: "Quels ont été les changements principaux que le régime de l'Unité populaire a apporté à votre vie de tous les jours, à vos rapports avec votre famille, vos voisins, votre patron, vos camarades de travail, etc.? Des paysans, des ouvriers, des syndiqués, des éducateurs, des artistes, des femmes, des infirmières, un médecin, un soldat, un étudiant, un juriste prennent la parole. En vente au Comité Québec-Chili. \$3.00 plus \$0.50 pour l'envoi postal.

Si on me donne la parole... de Domitila B. de Chungara. Traduit de l'espagnol. Maspero, Collection "Actes et mémoires du peuple", 250 pp.. Indienne d'origine Quechua, Domitila milite depuis vingt ans dans le mouvement syndical bolivien qui a de longues traditions de lutte et d'organisation : sa lutte, c'est avant tout celle du "Comité des ménagères" qui s'est créé grâce à l'énergie des femmes comme elle, au côté des syndicats : dignité des travailleurs exploités dans leur travail, dignité des femmes doublement exploitées, tel est le sens de son combat quotidien et inlassable. En vente, \$10.00 (\$1.00 pour les frais postaux), au Comité Québec-Chili.

La CLAT contre l'unité des travailleurs d'A-mérique Latine, Solidarité Québec-Amérique Latine, 1978, 15 pp. La Centrale latino américaine des travailleurs (CLAT), en particulier depuis 1975, s'est fait remarquer par un nombre croissant de désaffiliations de centrales nationales. Qu'en est-il? On sait que la CSN est membre affilié à la Confédération mondiale du travail (CMT) au même titre que la CLAT. Il n'est pas indifférent pour les militants québécois de s'interroger sur le pourquoi de ce mouvement de désaffiliation. En vente \$0.25 au Comité Québec-Chili.

— Pour en savoir plus long sur les femmes d'Amérique latine : MUJERES, des Latino-américaines. Vous trouverez ample matière à réflexion et à discussion sur les spécificités de différents mouvements de femmes. Des notes historiques sur les luttes des femmes à travers l'Amérique latine. Des monographies brèves mais très éclairantes sur une douzaine de pays. L'étude des contextes sociaux, économiques, culturels, politiques où se trouvent les femmes en lutte à la Guadeloupe et en Martinique, en Bolivie, au Chili, en Colombie, à Cuba, en Equateur, au Mexique, à Porto Rico, au Salvador, en Uruguay et au Vénézuela.

En annexe, des tableaux sur les populations actives, la distribution de l'emploi, du revenu, de l'éducation.

<ul> <li>Le dernier numéro</li> </ul>	du journal Solida-
rité de CISO sur le thème	: Travailleurs syndi-
qués contre l'Etat.	•
•	

		 	_
	<b>,</b>		
- 1		 	

# **ABONNEZ-VOUS!**

Chili-Québec Informations, c'est excellent, mais ça ne paraît pas souvent. Alors, abonnezvous aussi à URGENT AMERIQUE LATINE, c'est une bonne revue d'information sur l'Amérique latine. Adresse : 8, nue Que Maix 45003 PARIS

# **A SUIVRE**

Rencontre avec des militants guatémaltèques au local du SQAL, 356 Ontario est, Montréal le 23 mai à 8 heures, dans le cadre d'une campagne d'information sur les luttes populaires et ouvrières au Guatemala.

La Maison Culturelle Québec-Amérique Latine présente vendredi le 25 mai à 20 heures une conférence (en français) sur le thème : Etapes du peuple Mapuche jusqu'au coup d'Etat. La Maison est située au 4169 St-Hubert, coin Rachel, (tél: 521-2270). On peut y lire, prendre un café, rencontrer des Latino et des Québécois. Les heures d'ouverture sont : lundi-jeudi : 16 heures à 22 heures; vendredi : 16 heures à 24 heures; samedi : 12 heures à 24 heures; dimanche : fermé.

# CUBA: INTERNATIONALISTE OU MERCENAIRE?

Solidarité Québec-Amérique Latine a prévu organiser une série de rencontres sur Cuba où nous aborderons des thèmes comme l'économie cubaine, le rôle du Parti, le pouvoir populaire, etc. Nous vous invitons à la première rencontre qui portera sur la politique internationale de Cuba. A inscrire dans son agenda: mardi soir, le 5 juin, à 7:30 pm, au local du SQAL, 356, rue Ontario est, coin St-Denis, Montréal.

# ACTIVITES DE DE SOLIDARITE

# SOLIDARITE SYNDICALE

Le camarade Miguel A. Albizures, secrétaire général du CNUS (Comité national d'unité syndicale) du Guatemala s'est adressé aux congressistes du 21<sup>e</sup> Congrès du Conseil central de Montréal et à ceux du Saguenay-Lac Saint-Jean. Des résolutions d'appui ont été votées.

# POUR LES DROITS ET LIBERTES

Deux militants du Comité ont participé à un panel sur le thème : les droits démocratiques et l'Etat, au Chili et au Canada, organisé par un professeur du Cegep de Ste-Thérèse. Ce fut une occasion pour parler des limites de la démocratie bourgeoise et des dangers pour les bourgeois de la démocratie de masse.

# CONFERENCE DE QUITO

La campagne de soutien à la conférence intersyndicale de Quito (Equateur) lancée par Solidarité Québec-Amérique latine et SQAL-Québec va bon train.

Le 24 avril, le Syndicat des travailleurs du CLSC St-Hubert invitait un militant du SQAL pour présenter cette campagne, à l'assemblée générale du syndicat sur l'heure du dîner. On y projeta le diaporama : Soutenir leur lutte, c'est faire avancer la nôtre du CQC et on discuta des luttes ouvrières en Amérique latine. Le SQAL attend votre invitation.

# BOYCOTTONS LES VINS CHILIENS ET ARGENTINS

La Société des alcools du Québec vend actuellement des vins chiliens et argentins. Encourager les politiques d'exploitation de la Junte militaire chilienne, c'est encourager les secteurs économiques les plus puissants du Chili, qui sont eux-mêmes les soutiens économiques, politiques et idéologiques de Pinochet. Le Comité québécois d'Appui à la résistance du peuple chilien de Québec a entrepris une vaste campagne de sensibilisation, afin de promouvoir un boycottage de ces vins. nous reprenons ici certains extraits d'une entrevue qu'il a faite avec le ministre des Affaires intergouvernementales, M. Claude Morin, concernant la présence des vins chiliens à la SAQ. que le Comité nous a fait parvenir.

Emission Présent – Québec – Jeudi 15 février 1979

- Q: Claude Morin, j'aimerais savoir au départ si vous saviez que la Société des alcools du Québec vendait des vins en provenance du Chili?
- R.: Non, je n'avais pas la moindre idée. Ce produit-là est nouveau. Il y a à peu près trois (3) semaines qu'il est là et c'est un vin qui a été importé au Québec par un représentant promotionnel directement d'un producteur chilien.

- Q.: M. Morin, j'ai devant moi une pétition qui a été signée par tous les membres du cabinet de M. Lévesque, par une quarantaine de députés du Parti québécois qui dénonçait le non respect des droits fondamentaux de la personne au Chili; c'est une pétition qui est parue dans le Soleil, samedi le 8 juillet 1978. Alors c'est pour cela que je vous demande si vous vous sentez un peu mal à l'aise qu'un organisme para-gouvernemental appuie ou encourage la dictature chilienne?
- R.: Bien là, faut faire attention, c'est pas parce qu'il y a quelques bouteilles (!) de vin qu'on encourage la dictature chilienne; parce que, à ce compte-là, il y a pas mal de dictatures dans le monde dans des pays dont on importe du vin, même des boissons alcooliques et qui sont vendues à la Régie des alcools. Si on boycotte le vin du Chili parce que c'est un pays dictatorial qui ne respecte pas les droits de l'homme, pourquoi à ce moment-là ne boycotterions-nous pas les autres produits vendus à la Régie des alcools par les autres pays que l'on considère ou que l'on peut considérer être aussi des dictatures ?
- Q.: Est-ce que la Régie des alcools du Québec ne contribue pas un peu ou n'encourage pas un peu le Chili qui ne respecte pas les droits fondamentaux? Est-ce que le gouvernement ne pourrait pas s'engager davantage, dépasser la pétition et s'engager d'une façon très concrète par un boycottage des vins chiliens?
- R.: Ecoutez, je reviens à ce que je vous disais, si on fait ça parce que c'est une dictature dans le cas de ce pays-là, la logique voudrait qu'on le fasse pour peut-être bien 25 autres pays et ça, faut quand même y penser à deux fois.

Evidemment, on est pas d'accord avec les dictatures et d'ailleurs la pétition je l'aurais signée moi-même, mais ça ne doit pas nécessairement signifier que l'on doit cesser tout commerce parce que au contraire c'est l'inverse qui se produit actuellement. Prenez les Etats-Unis, ils sont en train d'établir des relations commerciales même avec la Chine, qui n'est pas selon nos normes à nous, la démocra-

tie à l'occidentale. Ce sont des situations qu'on ne peut pas trancher aussi facilement.

- Le Comité Québec-Chili appuie le Comité québécois d'Appui à la résistance du peuple chilien de Québec qui a entrepris cette campagne d'information pour promouvoir un vaste boycottage des vins chiliens. Nous pouvons tous protester auprès du gérant du magasin de la Société des alcools lors de notre prochaîne visite. Nos actions pourront prendre de l'envergure par la suite, cela dépend de chacun de nous.

# LES LUTTES SONT APRES AU PEROU

Une trentaine de militants québécois et latino-américains ont pu discuter de la situation au Pérou avec des militants péruviens de passage. Peu à peu des liens se tissent avec nos camarades d'Amérique du Sud.

# LE BULLETIN VOUS OUVRE SES PAGES

Chili-Québec Informations publiera avec intérêt tout compte rendu d'activités de solidarité avec le peuple chilien et les peuples latinoaméricains.

Plusieurs groupes organisent selon leurs moyens et dans leur milieu, des activités. Les connaître serait stimulant pour tous ceux et celles qui croient encore à la nécessité d'une solidarité active. Le bulletin pourra se faire le porte-parole de tous les gestes (petits ou grands) organisés dans tous les coins de la province.

# LE PARRAINAGE CONTINUE

Si une personne ou un groupe est intéressé à soutenir financièrement et moralement des familles de disparus, ou des prisonniers politiques chiliens ou des militants de la Résistance dans la clandestinité, il s'agit de téléphoner au Comité Québec-Chili et de prendre un rendez-vous. A tous les jeudis après-midi, il y a quelqu'un pour vous aider à formuler et à traduire les lettres. Leur Résistance est courageuse et longue, notre appui doit être sans faille et soutenu.

# CENTRE DE DOCUMENTATION

Le CQC et le SQAL mettent à votre disposition un centre de documentation. Vous y trouverez des revues, des journaux, des documents d'analyse de la plupart des pays d'Amérique Latine (en français, anglais, espagnol, suédois et allemand). Les locaux sont ouverts les mardi, mercredi et jeudi de 14 heures à 18 heures et le jeudi soir jusqu'à 10 heures.

# **DOCUMENTS AUDIO-VISUELS**

Des militants du Comité Québec-Chili ont réalisé 2 diaporamas :

a) Le Chili avant et après '73.

D'une durée de 25 minutes, ce diaporama rappelle les principales réalisations du gouvernement de l'Unité populaire (1970-73) et les tactiques de déstabilisation de l'U.P. par l'impérialisme américain. Il tente enfin de souligner ce qui unit les travailleurs et le peuple québécois à ceux du Chili.

b) Amérique Latine... Soutenir leur lutte c'est faire avancer la nôtre.

Ce diaporama d'une durée de 30 minutes (et qui a été présenté à la soirée du 23 septembre) rapporte l'histoire de la domination impérialiste et des luttes ouvrières en Amérique Latine.

Ces documents audio-visuels ont été conçus pour être présentés à des militants syndicaux ou de groupes populaires. Ils sont disponibles gratuitement au Comité Québec-Chili (356 Ontario est, Montréal, Tél.: 842-8459).

# PUBLICATIONS DISPONIBLES

# au Comité Québec-Chili

CHILI-QUEBEC	INFORMATIONS
--------------	--------------

Numéros précédents encore disponibles				
Nº 30, avril '78	- Spécial Noranda			
Nº 31, juin '78	<ul> <li>Nicaragua : royaume des compagnies</li> </ul>			
	et du gouvernement américain			
No 32, septembre '78	- L'organisation des familles de prisonniers disparus 50			
No 33, octobre '78	La distatura chilianna fuit l'affaire des commonics			
Nº 33, Octobre 78	<ul> <li>La dictature chilienne fait l'affaire des compagnies,</li> </ul>			
	des banques, des commerçants et de l'Etat canadien50			
Nº 34	<ul> <li>Au Chili; une nouvelle forme de répression :</li> </ul>			
	des élections syndicales!			
Nº 35	- CHILI: le boycott avorté			
11 33	- Ciribi : le boyeou avoite :			
TEXTES D'ORGANISA	TIONS DOLLTIQUES			
LATINO-AMERICAINES	S			
<ul> <li>La crise de l'impérialis</li> </ul>	me et la révolution chilienne			
at latino-américaine	(textes du MIR) '76			
Ou'rest on ann le MID 2	Comité central du MIR 1974			
	volution. ERP-Argentine			
<ul> <li>Notes de l'histoire du l</li> </ul>	MIR			
<ul> <li>Rapport politique de \underselve</li> </ul>	/illabello. MIR, janvier '78			
SERIE : AMERIQUE LA	TIME ALLIQUIDMUII			
SERIE : AMERIQUE LA	ATTINE AUJUURD HUI			
<ul> <li>L'histoire de la CEDO</li> </ul>	C			
<ul> <li>Impérialisme culturel e</li> </ul>	et éducation populaire			
<ul> <li>Les Unions américaines</li> </ul>	s complices des "hoss"			
ot do la CIA en Amé	rique latine			
Deliai e dintatan mili	fulur of Distances			
Bonvie : dictature min	taire et Résistance			
	ité des travailleurs d'Amérique latine			
<ul> <li>Capitalisme et mouver</li> </ul>	nent ouvrier en Amérique latine			
	e d'éducation populaire au Mexique			
DIVERC				
DIVERS				
<ul> <li>Chili 1970-72. La mobi</li> </ul>	ilisation des masses			
<ul> <li>Chili 1976 : faim et rés</li> </ul>	internal 10			
	astance			
	sistance			
• Eléments d'analyse de l	la con oncture actuelle			
<ul> <li>Eléments d'analyse de l au Québec et au Can</li> </ul>	la conjoncture actuelle ada			
<ul> <li>Eléments d'analyse de la Québec et au Can</li> <li>FALCONBRIDGE. Por</li> </ul>	la conjoncture actuelle ada			
<ul> <li>Eléments d'analyse de la au Québec et au Can</li> <li>FALCONBRIDGE. Por John Deverell and th</li> </ul>	la conjoncture actuelle ada			
<ul> <li>Eléments d'analyse de la au Québec et au Can</li> <li>FALCONBRIDGE. Por John Deverell and th</li> </ul>	la conjoncture actuelle ada			
<ul> <li>Eléments d'analyse de la Québec et au Can</li> <li>FALCONBRIDGE. Por John Deverell and th</li> <li>Una sola lucha, Pedro V</li> </ul>	la conjoncture actuelle ada			
<ul> <li>Eléments d'analyse de la québec et au Can</li> <li>FALCONBRIDGE. Por John Deverell and th</li> <li>Una sola lucha. Pedro V</li> <li>Domitila: Si on me do</li> </ul>	la conjoncture actuelle ada			
<ul> <li>Eléments d'analyse de la québec et au Can</li> <li>FALCONBRIDGE. Por John Deverell and th</li> <li>Una sola lucha. Pedro V</li> <li>Domitila: Si on me do</li> </ul>	la conjoncture actuelle ada			

Faites votre commande aujourd'hui au : COMITE QUEBEC — CHILI 356 est, rue Ontario Montréal, Qué., Canada Tél. : (514) 842-8459



# DÈS MAINTENANT

AU

BULLETIN

CHILI
INFORMATIONS

QUEBEC

. Je desii	re receibir i	e BULLETIA	V CHILI-QUÉB	EC INFORM	ATIONS
	ADRESSE: .	dom.:			100
Abonnement A		R \$10.00	de SOUTI	EN \$20.00	
Ci-joint \$_	en ESPI	ece en	CHEQUE	en MANDAT-P	OSTE
		dat-poste à 1 , rue Ontario			HILI et

# Dernière heure ...

# CHILI 1 MAI "79

Les travailleurs chiliens ont défié une fois de plus la dictature de Pinochet. Déterminés depuis plusieurs mois à célébrer le Premier Mai (voir p.2), ils sont descendus massivement dans les rues des principales villes du Chili. Quelques jours auparavant, la junte avait interdit toute manifestation et averti que les contravenants seraient accusés de crime contre l'Etat et roumis aux tribunaux militaires. Malgré cette interdiction, 10,000 manifestants se sont concentrés, dès 9:30 du matin, dans trois endroits différents de la capitale.

Les forces répressives n'ont pas tardé à intervenir. Vers 11:00 alors que 2,000 manifestants pénétraient calmement dans l'enceinte de l'église El Salvador où devait se dérouler un service religieux avec la participation des 4 regroupements syndicaux (CNS, FUT, CEPCH, et Groupe des 10), les militaires chargèrent sur la foule. L'attaque fut si soudaine qu'elle provoqua la panique. Désespérés, les manifestants se bousculèrent pour rentrer dans l'église. Plusieurs tombèrent sous les coups de matraques et furent piétinés. Un groupe de 40 personnes ne put rompre l'encerclement et fut détenu.

D'autres arrestations ont eu lieu à la Place des Héros et à la Place d'Armes. D'autres travailleurs qui tentaient de se rendre à la place Almagro et à la place Aguirre Cerda furent aussi détenus. Le total des travailleurs emprisonnés le 1 er Mai est de 365. Le ministre de l'Intérieur ne reconnaît cependant que 218 arrestations. La junte se garde ainsi une marge de manoeuvre lui permettant, si besoin est, de faire disparaître ceux parmi les prisonniers qu'elle jugera "trop subversifs".

Le discours qui devait être prononcé à la Place Aguirre Cerda fut distribué sous forme de tract. En voici un extrait : "On parle beaucoup aujourd'hui d'extirper la lutte des classes et de la rendre impossible dans le futur. Mais jamais elle n'a été vécue aussi intensément que maintenant par les puissants. Jamais on n'avait connu un tel esprit de revanche dans les relations de travail et la conduite des affaires publiques."

Depuis le début de 1979, la répression s'intensifie au Chili. Il y a eu les arrestations lors de la manifestation de LONQUEN, celles des femmes de disparus qui s'étaient enchaînées face au palais de justice et maintenant celles du 1er Mai, sans compter toutes les détentions ou disparitions de militants dont le mouvement de solidarité internationale n'est pas informé, si ce n'est que plusieurs semaines après les faits. Il est donc important de redoubler nos efforts pour appuyer la Résistance populaire chilienne. Concrètement, il faut exiger la libération des 365 personnes arrêtées le 1er Mai dernier. Des lettres doivent être envoyées à Kurt Waldeim, secrétaire général de l'ONU et à Israel Borquez, juge en chef de la Cour suprême du Chili.

# DES FEMMES ENCHAINEES

Les 63 femmes de l'Association des familles de disparus qui s'étaient enchaînées le 18 avril dernier aux grilles du palais de justice, ont été libérées le 23 avril par manque de mérites. C'était là l'avis d'un des juges de la Cour d'appel.

Le vote dissident de ce juge a permis leur libération.

Eprises de justice et aguerries par les luttes antérieures, ces femmes n'abandonneront la lutte seulement lorsqu'elles auront atteint leur objectif : connaître le sort de leurs disparus. Voici un extrait de l'interrogatoire subi par l'une d'entre elles lors de sa détention :

Agent: Quel est ton travail?
Accusée: Je suis chômeuse.
Qu'as-tu fait lundi?

Accusée : J'ai travaillé. Agent : Et mardi ? Accusée : J'ai travaillé.

Agent : Pourquoi as-tu travaillé ? Pour acheter les chafnes.



range in a second contract of the contract of

# CAMPAGNE DE SOUTIEN FINANCIER

# **COMITE QUEBEC-CHILI**

# SOLIDARITE QUEBEC-AMERIQUE LATINE

Depuis quelques années, le comité et le SQAL partageons les mêmes perspectives de travail et aussi une même infra-structure. Nous avons donc décidé de faire campagne commune.

## NOUS N'ARRIVONS PLUS A "JOINDRE LES 2 BOUTS"

O Nous tenons depuis plus de 5 ans.

O Nous avons un local, un centre de documentation, du matériel pour assurer le travail de secrétariat

et une permanence minimale.

O Nous assurons des publications régulières (Dossiers SQAL, Bulletin du comité Québec-Chili, etc), l'analyse constante de la conjoncture Latino-américaine, des actions de solidarité des travailleurs québécois avec les travailleurs latino-américains. (ex : campagne de solidarité pour la rencontre inter-syndicale de Quito en juin '79), soirée de solidarité avec la résistance populaire chilienne en septembre.

Et comme plusieurs autres organisations d'éducation populaire, nous subissons actuellement des coupures importantes de nos sources de financement habituelles (DGEA).

# NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

- Pour maintenir notre infra-structure,
- Pour assurer nos publications régulières
- Pour poursuivre notre travail de recherche, d'information et de solidarité
- Pour soutenir les militants d'ici qui veulent développer la solidarité internationale.

# Que Faire?

Nous vous proposons de nous envoyer un chèque au SQAL :

- 356 Ontario est Montréal, H2X IH8 Tel: 842 8459
- de \$50 et plus (contribution spéciale)
- aide de \$10, et plus (contribution de soutien)

ou encore, faire un cadeau à soi-même ou à un(e) ami(e) à "Chili-Québec Information" (on y parle de toute l'Amérique Latine). - contribution de soutien : \$20,



**FAITES-LE MAINTENANT!** 

# CAMPACHE OF SOUTHEN FINANCIER

.

٩